



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 12 AU 18 NOVEMBRE 2018**

## **SOMMAIRE :**

AFRIQUE .....	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	6
AMERIQUE LATINE .....	14
ASIE – PACIFIQUE.....	17
EUROPE .....	20
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	24
RUSSIE .....	27



# AFRIQUE

## ÉTHIOPIE : PURGE MASSIVE AU SEIN DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE L'ARMÉE

Jeudi, le gouvernement éthiopien annonçait l'arrestation de l'ancien chef des renseignements, aboutissement ultime de la campagne de répression lancée quelques jours plus tôt par le Premier ministre Abiy Ahmed contre des responsables de la sécurité du pays soupçonnés de corruption et de violations des droits de l'homme.

La même journée, la chaîne de télévision étatique Fana broadcasting précisait que la police avait également arrêté le chef de la division de la sécurité du réseau téléphonique national Ethio Telecom. Depuis lundi, plus de 60 hauts responsables, dont certains des services de renseignement et du conglomérat industriel dirigé par l'armée, METEC (Metals and Engineering Corporation) ont été arrêtés. Certains ont déjà comparu devant le tribunal. Un juge leur a refusé la libération sous caution et a accordé à la police 14 jours supplémentaires pour enquêter. Fana Broadcasting a notamment précisé que Gudeta Olana, responsable de la sécurité à Ethio Telecom, avait également été appréhendé par la police sans que cette dernière n'en donne les motifs.

Cette vague d'arrestations a généralement été bien accueillie par les observateurs internationaux – en particulier, les organisations de défense des droits de l'homme – ainsi que par l'opposition. Cela a permis à Abiy Ahmed de commencer à honorer la promesse qu'il avait faite lors de sa prise de fonction en avril dernier : lutter contre l'impunité et obtenir justice pour les crimes commis par le gouvernement. Enfin, d'après le procureur général, qui n'a pas souhaité donner plus d'informations quant à l'identité des prévenus, c'est une véritable « chasse à l'homme » qui cessera seulement lorsque les suspects restants seront eux aussi appréhendés.

## LE PAPE PROCHAINEMENT AU MAROC : UNE VISITE CONSACREE A LA LUTTE CONTRE LE FANATISME RELIGIEUX.

Le Vatican a confirmé cette semaine la visite de l'évêque de Rome au Maroc en 2019.



Pré-sentie depuis l'adoucissement des relations entre les deux États, notamment avec la récente nomination d'un ambassadeur marocain au Vatican, la future visite est dès à présent marquée par les enjeux de lutte contre le terrorisme fondamentaliste, de liberté de culte et de dialogue inter-religieux. Trois enjeux chers au pape François, dans un pays où les chrétiens ont, selon l'ancien archevêque Vincent Landel : « la liberté de culte dans un contexte de non liberté religieuse ».

Prévue pour les 30 et 31 mars prochain, cette «*visitation*» pontificale débutera le Samedi à 12h à Rabat avec la rencontre entre le pape François et le Commandeur des Croyants, le roi Mohammed VI. Le père Daniel Nourissat, membre de l'Église catholique au Maroc interrogé par *Jeune Afrique*, estime probable que le séjour se poursuive par une visite à l'Institut Mohammed VI de formation des imams, et potentiellement avec l'organisation d'une : « grand-messe avec toute la communauté chrétienne du Maroc » le lendemain, à Casablanca.

Cette visite s'ancre dans une approche diplomatique bien établie au Vatican depuis l'élection du pape François, en 2013. S'attaquant avec véhémence au fondamentalisme religieux sous toutes ses formes, le pontife actuel lie explicitement insécurité et absence de dialogue politique et inter-religieux. Le 'Conseil Pontifical pour le dialogue inter-religieux' lutte en ce sens contre « le fanatisme, l'extrémisme et la violence au nom de la religion ». Les déplacements du chef de la communauté catholique en Palestine (2014), en Centrafrique (2015), tout comme la rencontre entre Shimon Peres et Mahmoud Abbas à Rome (2014), ne sont que quelques exemples du volontarisme diplomatique du Vatican en la matière.

## MADAGASCAR : DE FORTS SOUPÇONS DE FRAUDES PESENT SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'élection du président de la République malgache est, avant même la publication officielle des résultats prévue pour le 28 novembre, dénoncée par plusieurs observateurs.

L'Union européenne (UE) et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) malgache dénoncent les fraudes et les achats de voix lors de l'élection présidentielle qui s'est tenue le 7 novembre dernier.

Le rapport de la mission d'observation électorale de l'UE note en effet que cinq candidats se sont rendus coupables d'achats de votes. Deux anciens présidents, Hery Rajaonarimampianina et Andry Rajoelina sont explicitement cités en note de bas de page. Le CENI affirme pour sa part avoir constaté des nombreuses



anomalies. L'organe en charge des élections cite pour exemples la présence de doublons sur les listes électorales ou encore l'existence de bulletins pré-cochés. Lors de sa conférence de presse du 10 novembre, le CENI a cependant réaffirmé que ces éléments ne remettent *a priori* pas en cause la régularité du scrutin.

Face à de telles accusations, les différents candidats cités ont réclamé les preuves des fraudes dénoncées. Rappelant que son rôle se limitait à l'observation, la mission de l'UE s'est refusée à tout commentaire supplémentaire. Si une contestation légale, par l'un des candidats ou par des citoyens, voit le jour, la Haute Cour Constitutionnelle pourra être saisie. Cependant, alors que le régime malgache vit sa seconde élection démocratique depuis l'instauration de la IV<sup>ème</sup> République en 2013, il semble peu probable qu'une telle institution ose remettre une élection en cause.

## LA CONFERENCE DE PALERME BRILLE DAVANTAGE PAR SES ABSENTS QUE PAR SES AVANCEES POLITIQUES

De l'aveu du président du Conseil Giuseppe Conte, la conférence de Palerme dont l'objet était la tentative de pacification de la Libye "n'est pas un succès".

L'évènement devait réunir les belligérants de l'ancienne colonie italienne autour d'une table commune, et évoquer la crise sécuritaire en cours dans le pays. La France, accusée par l'Italie de faire "cavalier seul" sur ce dossier (depuis les accords de Paris et la tentative avortée d'organiser des élections démocratiques à Tripoli), semble rester en échec après les deux précédentes réunions, et malgré la "proximité"<sup>1</sup> de Jean Yves le Drian avec le maréchal Haftar, qui après avoir pris le contrôle des centres de production du pétrole, se dressait contre les plans « d'unité nationale » en cédant la gestion des puits aux autorités de l'Est et non pas à Tripoli.

Les manœuvres italiennes se sont pourtant heurtées aux clivages toujours saillants de l'élite politique libyenne. En cause : le maréchal Haftar, qui a su laisser planer le doute sur sa présence aux réunions, et qui, après s'être déplacé à Palerme, n'a pas souhaité rejoindre la table des négociations pour privilégier un ensemble de rencontres informelles. Présenté depuis plusieurs mois comme étant l'homme fort de la Cyrénaïque, Haftar a mené un grand nombre d'opérations dans l'Est Libyen contre les forces islamistes (à l'image de la bataille de Derna en juin dernier) et a su s'imposer avec ses troupes (l'autoproclamée *Armée nationale libyenne*, ANL) comme la figure d'opposition majeure au gouvernement d'union nationale (GNA) internationalement reconnu. Le général a ainsi rencontré les représentants des pays

---

<sup>1</sup> Libye : les parrains des belligérants font capoter la conférence de Palerme – Le point Afrique



observateurs (Russie, Algérie, Tunisie et France) ainsi que Favez al-Sarraj, actuel chef du GNA. Fait marquant, la Turquie et le Qatar, invités aux conférences, se sont vus exclus à la demande de l'ANL, puisque son porte-parole, le général Ahmed al-Mesmari estime que Doa et Ankara participent à l'effort de déstabilisation du pays en soutenant financièrement le terrorisme.

Au-delà des absences, certains observateurs se concentrent sur le véritable objectif de cette rencontre, qui visait à évincer Paris des tractations au profit de Rome, exclue jusque-là des discussions pour la paix, alors que le gouvernement français est d'ores et déjà soupçonné d'avoir choisi son camp, puisque les commandos français traquent aux côtés des militaires d'Haftar les groupes de Daech et les islamistes encore présents.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## FRONTIERE MEXICAINE : VISITE DU SECRETAIRE A LA DEFENSE JAMES MATTIS

Mercredi 14, le Secrétaire à la Défense James Mattis a rendu visite aux forces américaines déployées en renfort à la frontière mexicaine. Il a défendu le bien-fondé de l'opération, qualifiée de « mission morale et éthique ». Il a tenu à justifier le changement de nom de l'opération, de « *Faithful Patriot* » à une dénomination générique de « contrôle frontalier » (« *Border Control* »), qui témoigne selon lui de la nature essentiellement non-militaire des missions remplies par les près de 6000 soldats déployés à la frontière, et a affirmé avoir demandé à ses forces de recourir à un vocable moins militaire. James Mattis a rappelé que le déploiement de forces d'active en renfort des personnels des garde-frontières n'avait rien de nouveau, faisant référence aux opérations conduites en 1916 par l'*US Army* pour faire face à l'offensive du révolutionnaire mexicain Pancho Villa qui s'était emparé de la ville de Colombus au Nouveau Mexique. Il s'est enfin refusé à donner une estimation du coût de cette opération, qui est l'un des points soulevés par les critiques du déploiement des forces à la frontière, qui pourrait rassembler jusqu'à 7000 soldats.

## VERS UNE EVICTION DE LA SECRETAIRE A LA SECURITE INTERIEURE ?

Selon le Washington Post, le président Trump s'apprêterait à faire remplacer dans un futur proche la Secrétaire à la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen. Le président américain serait mécontent de l'action de Nielsen en matière d'immigration et de contrôle des frontières, qu'il considérerait insuffisante. La Secrétaire avait pourtant défendu les politiques migratoires impulsées par Donald Trump, notamment le financement du mur frontalier et la séparation des enfants et des parents coupables d'immigration illégale. Elle se serait en revanche montrée partisane d'une approche plus diplomatique des questions migratoires, donnant lieu à des débats tendus avec la Maison-Blanche. Il est pour l'instant malaisé de déterminer qui lui succéderait. En cas de limogeage, l'intérim serait assuré par la sous-secrétaire à la gestion Claire Grady.



## DE MULTIPLES FAILLES REVELEES PAR LE PREMIER AUDIT GENERAL DU PENTAGONE

Le premier audit conduit par les services de l'Inspecteur général du Pentagone à l'échelle de l'ensemble de l'administration du Département de la Défense a permis de faire émerger de nombreuses failles, ce qui n'a pas surpris le Secrétaire-Adjoint à la Défense Patrick Shanahan. Cet audit lancé en décembre 2017 était attendu de longue date par les parlementaires américains et l'administration Trump en avait fait une priorité. En effet, le Pentagone, du fait de sa taille et du nombre pléthorique de ses systèmes, était la seule administration à avoir échappé à la loi de 1990 qui rend obligatoire des audits réguliers pour l'ensemble des administrations fédérales. Cet examen, constitué de 21 audits individuels a impliqué environ 1000 auditeurs externes et 150 du Bureau de l'Inspecteur Général du Pentagone, il a impliqué la visite de 600 sites du Pentagone, l'analyse de 40 000 documents et le test de 90000 objets représentatifs. Sur ces 21 audits, seuls cinq ont reçu une note satisfaisante.

Les principales failles identifiées par les inspecteurs s'articulent autour de deux axes : d'une part la gestion des procédures informatiques, et d'autre part le suivi des bases de données internes. En revanche, aucune faille majeure n'a été relevée en matière de paiement des soldes et d'inventaire des matériels notamment, ni aucun abus ou fraude d'importance.

## POLOGNE : RENCONTRE ENTRE JAMES MATTIS ET SON HOMOLOGUE

Mardi 13, le Secrétaire à la Défense James Mattis s'est rendu en Pologne où il a rencontré son homologue Mariusz Blaszczak. L'enjeu de cette visite était d'échanger relativement à la proposition polonaise de financer l'installation d'une base militaire américaine permanente sur le territoire polonais à hauteur de deux milliards de dollars. Selon James Mattis, il s'agissait de préciser les modalités de l'offre polonaise, de déterminer ce qui était susceptible de contribuer à l'unité et à la sécurité de l'alliance atlantique ainsi qu'à une relation bilatérale dont le renforcement s'intensifie, en particulier dans le domaine militaire. Il a ainsi félicité Varsovie pour son respect des engagements de dépenses de défense au titre de l'Otan (2% du PIB).

Cette rencontre bilatérale pourrait bien marquer une nouvelle avancée vers une possible implantation militaire durable des forces américaines en Pologne, alors que le pays occupe une importance croissante dans l'initiative américaine de dissuasion



conventionnelle à l'égard de Moscou depuis l'invasion de la Crimée et l'intervention russe dans le Donbass.

## UKRAINE : RENCONTRE DU CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'US AIR FORCE AVEC SON HOMOLOGUE

Le général Dave Goldfein, Chef d'Etat-Major de l'*US Air Force* s'est entretenu avec son homologue ukrainien, Sergii Drozdov. Le sujet central de cette rencontre était l'agression russe en Europe orientale, qualifiée par Goldfein de « menace non seulement pour l'Ukraine mais pour la région, l'Europe, les Etats-Unis et la stabilité de l'ordre international ». Il s'agissait également d'évoquer la montée en puissance du partenariat bilatéral entre Washington et Kiev, en particulier dans le domaine de la défense et de la sécurité, ainsi que de la possibilité que le pays rejoigne l'Otan. Cette rencontre intervient de manière significative un peu moins d'un mois après la tenue de l'exercice *Clear Sky 2018*, le premier exercice aérien multinational d'ampleur qu'accueillait l'Ukraine (1000 personnels de neuf Etats-membres). Le succès de cet exercice tenait notamment à la force du partenariat noué depuis 1993 entre l'Ukraine et la Garde Nationale de Californie. Cet exercice portait sur un large spectre d'entraînements, allant de l'appui aérien rapproché (*CAS*) à la récupération de personnels ou l'évacuation de blessés (*Medevac*), en passant par des opérations de cyberdéfense. L'enjeu était notamment pour les Etats-Unis d'évaluer les capacités militaires ukrainiennes et d'identifier des axes de progression en matière d'interopérabilité avec les forces américaines et de l'Otan en général.

## ARABIE SAOUDITE : NOMINATION DE L'AMBASSADEUR AMERICAIN

Donald Trump a annoncé mardi 13 qu'il nommait John Abizaid au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite, vacant depuis le départ de Joseph Westphal en janvier 2017. La nomination de John Abizaid intervient à un moment critique où la relation bilatérale pourrait être mise à l'épreuve suite à l'assassinat de Jamal Khashoggi, attribué aux services saoudiens. Cette nomination est significative dans la mesure où John Abizaid est un général quatre étoiles retraité, qui a servi comme commandant du *Central Command*, à la tête duquel il est resté plus longtemps qu'aucun autre officier général américain.

Cette nomination doit désormais recevoir la confirmation du Sénat.





## LA CIA ACCUSE LE PRINCE HERITIER SAOUDIEN D'AVOIR COMMANDITE L'ASSASSINAT DE JAMAL KHASHOGGI

Après une enquête, la CIA a conclu que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a ordonné l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. Afin d'arriver à cette conclusion, la CIA a pris en compte le contrôle qu'exerce le prince en Arabie Saoudite, un contrôle tel que l'assassinat n'aurait pu prendre place sans son approbation. L'agence américaine s'est aussi appuyée sur deux séries de communications : des appels du prince interceptés dans les jours précédant la disparition du journaliste ainsi que des appels de l'équipe ayant mené l'assassinat à un conseiller du prince héritier. La CIA est convaincue depuis plusieurs semaines de la culpabilité du prince mais hésitait à lui faire porter officiellement la responsabilité de la décision. L'élément décisif a été l'appel passé au conseiller de Mohammed ben Salmane qui devait alors dire à son chef que la mission avait été accomplie. De leur côté, les communications du prince montrent qu'il cherchait à attirer M. Khashoggi en Arabie Saoudite. Les agences de renseignement seraient également en train d'examiner les communications entre le journaliste et l'ambassadeur saoudien à Washington, le prince Khalid bin Salman, frère de Mohammed. D'une part, les conclusions de la CIA mettent le Président américain dans une position délicate car son administration a tissé de multiples liens avec le prince et il a même déclaré qu'il représentait le futur de son pays. Le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, qui est également l'un de ses conseillers, est d'ailleurs proche du prince saoudien, partisan d'une relation forte entre les deux pays et il a continué à soutenir l'héritier après la disparition du journaliste du *Washington Post*. D'autre part, ces conclusions vont encourager les membres du Congrès à poursuivre leurs enquêtes sur l'assassinat de Jamal Khashoggi et renforcer leur détermination à punir l'Arabie Saoudite (cf. brève)

Ni l'administration, ni les agences de renseignements ne croient que ce scandale éloignera le prince Mohammed des sphères du pouvoir, ce qui explique la réticence de la Maison-Blanche à agir de manière forte contre le prince et/ou son pays.

## COREE DU NORD : UN NOUVEAU RAPPORT DISCREDITE LES PROGRES DES NEGOCIATIONS DE L'ADMINISTRATION TRUMP

Treize bases de missiles nord-coréennes non-déclarées ont été identifiées dans un nouveau rapport du *Center for Strategic and International Studies* publié le 12 novembre (rapport disponible sur le site <https://beyondparallel.csis.org/>). Selon ce rapport, ces sites appartiendraient à un réseau comprenant une vingtaine de petites bases dispersées dans le pays qui abriteraient des infrastructures souterraines contenant



des lanceurs mobiles susceptibles d'être rapidement déployés et transférés d'une base à l'autre. Or, l'existence de ces bases, si elle se confirmait, marquerait les limites des négociations entreprises par l'administration Trump avec le régime de Pyongyang. En effet, dans le cadre du processus de dénucléarisation, la Corée du Nord aurait dû officialiser l'existence de ce réseau de sites et les démanteler.

Ce rapport intervient alors que la dynamique diplomatique bilatérale sur la dénucléarisation semble s'essouffler. Ainsi, la rencontre qui devait avoir lieu la semaine dernière à New York entre le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo et le principal négociateur du régime nord-coréen a été annulée à la dernière minute.

De leur côté, les officiels américains et sud-coréens ont minimisé l'impact du rapport, déclarant que leurs agences de renseignement avaient déjà connaissance de l'existence de ce réseau de bases.

## RAPPORT ALARMANT DE LA NATIONAL DEFENSE STRATEGY COMMISSION

Selon un rapport du Congrès publié ce mercredi, les Etats-Unis feraient face à une crise en matière de sécurité nationale telle que la puissance américaine ne serait plus en mesure de mener de front deux guerres majeures. C'est la *National Defense Strategy Commission*, codirigée par l'amiral Gary Roughead et par Eric Edelman, sous-secrétaire à la Défense pendant le mandat de Georges W. Bush, qui a mis en avant ce constat dans un document de 110 pages intitulé « *Providing For The Common Defense* ». La discontinuité entre l'effort des Etats-puissances chinois et russe pour neutraliser la puissance américaine alors que cette dernière est particulièrement affaiblie par les successives politiques nationales est notamment mise en cause dans le rapport. En cela, la commission s'inscrit dans la continuité de la *National Defense Strategy* révélée en janvier par James M. Mattis et qui affirmait que la priorité était de contrer la Russie et la Chine plus que la lutte contre le terrorisme.

Le rapport pourrait ainsi être alimenté par une enquête menée par le *Watson Institute for International and Public Affairs* de la *Brown University* sur le coût sous-évalué de la guerre contre le terrorisme au Moyen-Orient : il serait de l'ordre de 6 trillions de dollars pour les 20 dernières années et pourrait atteindre les 7 trillions de dollars si les opérations continuaient comme telles d'ici 2020. Selon l'Institut, du fait d'un aveuglement de l'opinion publique à court terme, les Américains auraient mal perçu le coût financier d'ensemble des guerres post-11-septembre. Cette prise en compte du temps long est importante selon l'enquête car elle met en évidence que le système érigé après 2001 n'est pas viable : « *le public serait mieux servi par une meilleure transparence et par le développement d'une stratégie extensive mettant fin à la guerre et s'occupant d'autres priorités de sécurité nationale* ». C'est dans ce sens que le rapport de la *National*



*Defense Strategy Commission* déplore que pour s'être trop concentrée sur le contre-terrorisme, la puissance américaine aurait perdu son avance dans les domaines clés qui sont « *la projection de puissance, la défense aérienne et antimissile, les opérations dans les domaines cyber et spatial, la guerre contre les bâtiments de surface et sous-marin, la puissance de feu terrestre à long rayon d'action ainsi que la guerre électronique* ». Pour la Commission, la responsabilité principale est aujourd'hui portée par les successives réductions du budget de la défense. Malgré un bon accueil de la part du Département de la Défense, le rapport conserve un ton profondément alarmant : « *cette tragédie d'autant plus regrettable qu'il est en notre pouvoir de l'éviter* ». Il rend néanmoins compte d'une évolution significative de l'effort de défense américain. Une étude sur le long terme permet de voir émerger cette nouvelle obsession russe et chinoise doublée de cette volonté de rattraper un éventuel « *écart technologique* » dans les différents domaines militaires qui ont été délaissés par les précédents gouvernements.

## IRAK : ELIMINATIONS DE NOMBREUX COMBATTANTS DE DAECH DANS DES OPERATIONS CONJOINTES

L'*US Central Command* a déclaré qu'une opération du 30 octobre dans la province de Salah ad-Din avait vu l'élimination de 5 commandants de Daech et de plus de 30 militants et qu'une opération ayant eu lieu le lendemain dans les montagnes Makhmour avait tué 20 militants. Les commandants éliminés le 30 octobre auraient été responsables de la coordination d'attaques dans le nord-ouest de l'Irak. Les deux opérations ont été menées conjointement avec les forces irakiennes.

Malgré la défaite de Daech déclarée l'année dernière par l'Irak, le groupe terroriste continue de mener des attaques éparses, en particulier dans le nord du pays. Bien qu'il ne contrôle plus de territoire comme il le faisait en Syrie et en Irak, il reste en contrôle de poches le long de la frontière orientale de la Syrie.

## AFGHANISTAN : CRASH D'UN *MQ-9 REAPER*

Un drone américain s'est retrouvé sur des photos de propagande talibane. Les Talibans ont alors expliqué avoir abattu l'appareil, un drone *MQ-9 Reaper*. Ce drone soutenait la mission de conseil et d'assistance de l'Otan *Resolute Support* en Afghanistan quand il s'est écrasé le 28 octobre dans le sud-est du pays d'après un porte-parole de la mission de l'Otan. Son état de destruction avancé sur les photos de propagande s'explique par le fait que, suite à son crash, il a été détruit afin d'éviter que les Talibans et autres groupes puissent récupérer l'équipement présent sur le drone: capteurs, caméras et munitions. Pour les experts des drones américains, la version américaine est plus crédible compte tenu de l'état du drone sur les images et des capacités talibanes. Un drone *Reaper* peut transporter quatre



missiles guidés laser *AGM-114 Hellfire* qui ont une très grande précision. Les *MQ-9 Reaper* ont une valeur de 64.2 millions de dollars par unité, ce qui inclut quatre appareils.

## YEMEN : UNE RESOLUTION ECHOUE A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

Les députés républicains ont bloqué mardi dernier une résolution visant à mettre fin à l'engagement américain au Yémen. Le démocrate Adam Smith, probable futur président du *House Armed Services Committee*, a expliqué avant le vote (201-187) que la question reviendrait sur le devant de la scène en 2019 mais cette fois dans une chambre à majorité démocrate. Pour lui, cette nouvelle majorité doit exercer son droit de contrôle en ce qui concerne le Yémen où se déroule la pire crise humanitaire au monde. L'échec de cette résolution prend place au sein d'un mouvement croissant de contestation au sein du Congrès à l'encontre de l'Arabie Saoudite, allié clé des États-Unis au Moyen-Orient.

Comme nous l'avons relevé à plusieurs reprises ces dernières semaines, des membres du Congrès demandent à l'administration de sanctionner son allié saoudien après la mort de nombreux civils lors de bombardements au Yémen et celle du journaliste Jamal Khashoggi. Et après les élections de la semaine dernière, ce mouvement devrait prendre de l'ampleur sur *Capitol Hill*. Sans attendre la rentrée du nouveau Congrès en janvier, le sénateur Rand Paul (Républicain) a présenté jeudi 15 novembre une résolution, bloquée à 77 contre 21, pour désapprouver la vente de lance-roquettes à hauteur de 300 millions de dollars à Bahreïn, membre de la coalition combattant les Houthis au Yémen. Le gouvernement a déclaré que ces armes seraient utilisées pour renforcer la sécurité du pays et de ses infrastructures pétrolières et gazières. De son côté, Bernie Sanders (Indépendant) devrait soutenir à la fin du mois une résolution faisant référence au *War Powers Act* de 1973 qui prévoit que le Président doive obtenir une autorisation du Congrès pour engager des troupes à l'étranger pendant plus de soixante jours. Présentée plus tôt dans l'année, la *Senate Joint Resolution 54* avait été bloquée à 55 contre 44 en mars. Mais depuis, « *la crise n'a fait qu'empirer et notre complicité en devient de plus en plus grande* » explique Sanders sur son site. D'après lui, représenter cette résolution donne au Sénat une nouvelle opportunité de mettre fin au soutien américain à cette guerre, réaffirmer l'autorité du Congrès sur les questions concernant la guerre ainsi que de montrer à l'Arabie Saoudite qu'elle n'a pas un laissez-passer des États-Unis pour continuer à bafouer les droits de l'homme. Cependant, la participation actuelle des États-Unis au conflit au Yémen (partage de renseignements et fourniture



d'équipement) pourrait ne pas être concernée par le *War Powers Act* invoqué par le sénateur du Vermont.

## MER DE CHINE: LES ETATS-UNIS HAUSSENT LE TON

En se rendant au Sommet de l'Asie Orientale (*EAS*) à Singapour, Mike Pence a survolé mardi dernier la mer de Chine et son avion est passé à moins d'une centaine de kilomètres des avant-postes chinois sur les îles Spratleys dont la souveraineté est contestée. En atterrissant, le Vice-président a déclaré que son vol était une « *sorte d'opération de liberté de navigation* » et que cette opération adressait à la Chine un message : les États-Unis ne se laisseront pas intimider par les avertissement de Pékin contre les opérations américaines dans la région. Alors que des discussions entre l'ASEAN et la Chine ont lieu depuis 2002 et que les négociations visent à créer un « *code de conduite* » dans les zones contestées, l'administration américaine a affirmé et prouvé en actes qu'elle n'accepterait aucun accord qui viserait à saper ou diminuer ses intérêts dans la région. En effet, ces derniers temps, l'*US Navy* a augmenté la fréquence de ses *Freedom of Navigation Operations (FONOPS)* en mer de Chine et a même, pour la première fois au début du mois, demandé publiquement à la Chine de retirer ses missiles et moyens militaires avancés récemment déployés dans la région. De surcroît, les États-Unis découragent les pays de l'ASEAN d'accepter un « *code de conduite* » qui renforcerait le pouvoir maritime de la Chine tout en reconnaissant ses prétentions dans la région alors que la Chine considère 90% de la mer de Chine comme territoire chinois. Cette nouvelle attitude américaine, plus musclée, se démarque de la politique traditionnelle dans la région qui consistait à appuyer les efforts diplomatiques régionaux et les négociations pour maîtriser les ambitions maritimes chinoises. Ce changement d'attitude provient en partie des frustrations créées par les très longues négociations du « *code de conduite* » qui durent depuis près de deux décennies, sans qu'il y ait encore eu d'avancée importante.

## CRASH D'UN *F/A-18F* EN MER DES PHILIPPINES

Lundi dernier, un chasseur de combat multirôle *F/A-18F Super Hornet* assigné au porte-avions *USS Ronald Reagan* a subi un « problème mécanique » au cours « d'opérations de routine » au-dessus de la mer des Philippines. Cet incident a forcé l'équipage à s'éjecter; il a ensuite été récupéré par hélicoptère. A la suite de l'incident qui fait désormais l'objet d'une enquête, le porte-avions a repris ses opérations. L'appareil n'a pas été récupéré. Cet incident est le second en rapport avec l'*USS Ronald Reagan*: le 18 octobre, un hélicoptère *MH-60 Seahawk* s'était écrasé lors de son décollage, blessant une douzaine de personnes qui travaillaient alors sur le pont d'envol



# AMERIQUE LATINE

## EQUATEUR : 2E REUNION BILATERALE ENTRE LES FORCES AERIENNES EQUATORIENNES ET COLOMBIENNES

Les commandants des Forces Aériennes de l'Equateur, Patricio Mora, et de la Colombie, Carlos Buenos, se retrouvent actuellement dans le cadre de la deuxième réunion bilatérale entre les deux forces armées. Le général Mora reçu à cet égard en Colombie par le Ministre de la Défense Guillermo Botero a bénéficié de l'accueil des forces armées colombiennes. La délégation équatorienne va visiter les installations du *Commandement Aérien de Combat (Cacom)* de la *FAC*. Cette rencontre contribue au renforcement des liens entre les deux pays frontaliers.

## CHILI : NOMINATION D'IGNACIO MARDONES A LA TETE DU *DIRECTEMAR*

Dans le cadre de la composition du *Haut Commandement Naval 2019* de la Marine chilienne, le contre-amiral Ignacio Mardones a été nommé comme directeur général du *Territoire Maritime et de la Marine Marchande (Directemar)*. Cet officier est actuellement Commandant en Chef de la *1e Zone Navale* et devra assurer à la fois la continuité des projets en cours tout en favorisant de nouveaux programmes stratégiques. Le projet *Gaviota* consiste en l'achat de cinq hélicoptères de remplacement. Les programmes *Rhin Lacustre* et *Fenix* devront également être poursuivis par les nouvelles équipes.

## MEXIQUE : INAUGURATION DE NOUVELLES INSTALLATIONS MILITAIRES

Le 8 novembre dernier, le général Salvador Cienfuegos Zepeda, *Secrétaire de la Défense Nationale (Sedena)* a inauguré les nouvelles installations du 101e bataillon d'Infanterie avec la présence du général de division D E M Carlos Ramon Carrillo del Vilar. Cette infrastructure comporte un Quartier-Général, des logements, une place d'honneur, différentes installations de sécurité et sanitaires ainsi qu'un hélicoptère. La cérémonie a également inauguré la reconstruction des installations du Quartier Général de la 46e Zone Militaire, du 13e Régiment de Cavalerie Motorisée et de la Base Aérienne Militaire N°2.



## PEROU : ACCORD STRATEGIQUE AVEC L'ESPAGNE

Le 14 novembre dernier, le Pérou et l'Espagne ont signé un mémorandum de coopération (*MoU*) dans le domaine de l'armement et de la défense. Le ministre de la Défense péruvien José Huerta et le ministre des Affaires Étrangères espagnol Josep Borrell ainsi que Felipe VI et le Président Martin Vizcarra étaient présents. Le nouvel accord prévoit l'échange de matériel militaire, une coopération stratégique ainsi que des programmes de modernisation. En réalité, l'Espagne est un partenaire stratégique majeur du Pérou notamment dans le cadre de la maintenance des navires *BAP Carrasco* et *BAP Union*.

## AMERIQUE LATINE/BRESIL : VERS UNE DOCTRINE BOLSONARO ?

L'année 2018 a été marquée par une série d'élections présidentielles en Amérique Latine : Colombie, Amérique Centrale, Mexique. A Cuba, la direction castriste a nommé comme successeur Miguel Diaz Bernal qui semble pour l'instant maintenir la ligne politique définie par Fidel et Raul Castro. Pourtant, un véritable virage à droite du continent latino-américain a été réalisé cette année. Ce phénomène a été confirmé par la victoire du candidat du Parti Social Libéral au Brésil, Jair Bolsonaro. Ancien militaire et présenté comme une figure populiste d'extrême droite, il multiplie les propos polémiques. A cet égard, l'analogie entre le Brésilien Jair Bolsonaro et l'Américain Donald Trump est régulièrement soulignée par les médias internationaux. Adeptes des polémiques et des propos radicaux, les deux figures populistes inaugurent un changement de paradigme en Amérique en faveur du conservatisme.

C'est dans ce contexte que diverses analyses géopolitiques ont mis en évidence la « Doctrine Bolsonaro ». Cette nouvelle orientation de la politique étrangère brésilienne notamment aux Amériques s'appuie sur le rôle traditionnellement prépondérant des Etats-Unis dans la région. En rupture avec l'orientation sud-américaine de la diplomatie du « Parti des Travailleurs » *PT*, Jair Bolsonaro veut ainsi renforcer les liens entre Brasilia et Washington dans les domaines stratégique, militaire, politique et du renseignement. En accord avec la convergence politique et idéologique entre les deux figures populistes, la nouvelle vision brésilienne à l'extérieur tendrait donc à valoriser les relations avec le voisin nord-américain aux dépens des partenaires latino-américains. Cette dimension relative aux affaires proprement américaines s'accompagne d'une vision internationale qui valorise la convergence de vues entre les deux pays. Tout État considéré comme une menace par la puissance nord-américaine -*Rogue States*- sera également traité comme une menace par les autorités brésiennes. On peut donc tout à fait envisager des pays



comme le Soudan, la Libye, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, Cuba ou la Russie prochainement soumis à des restrictions de la part du Brésil en vertu de la « Doctrine Bolsonaro ».

Cet alignement sur la puissance nord-américaine se fait donc aux dépens des relations entre le Brésil et, d'une part ses voisins latino-américains, d'autre part, ses partenaires internationaux. Un autre trait essentiel de la vision diplomatique de M. Bolsonaro est relative à l'accroissement des dispositifs militaires et stratégiques. Dans le cadre d'une politique étrangère privilégiant une réponse ferme face à des menaces présumées, les autorités brésiliennes seront susceptibles de renforcer leur arsenal aérien, terrestre ainsi que maritime. Dans les domaines de l'aérospatial, du renseignement et de la cyberdéfense, différents dispositifs peuvent également être mis en place comme des programmes, des investissements, des formations, de nouvelles unités ou des installations modernes. Évidemment, cela n'exclut pas une aide extérieure américaine notamment dans le cadre du rapprochement entre Washington et Brasilia. Enfin, la diplomatie établie par Dilma Rousseff et Lula favorable à la coopération avec les Suds va probablement être remise en cause. Rompant avec les codes diplomatiques et géopolitiques du *PT*, Jair Bolsonaro, privilégiant l'approche nord-américaine, sera également plus enclin à coopérer avec les pays développés y compris européens. Cette nouvelle diplomatie est à contrecourant de la vision Sud-Sud développée précédemment en lien avec l'héritage tiers-mondiste.

Finalement, l'élection de Jair Bolsonaro, confirmant le virage à droite de l'aire latino-américaine, contribue également à un changement net de la diplomatie brésilienne. La « Doctrine Bolsonaro » optant pour l'approche américaine rompt avec l'héritage travailliste et pourra contribuer au renforcement des capacités militaires du géant sud-américain. L'abandon récent du programme médical cubain ainsi que le possible retrait brésilien des *BRICS* (*Braxit*) et de l'*UNASUR* montre que les principes travaillistes en matière de relations internationales sont aujourd'hui en sursis.





# ASIE – PACIFIQUE

## INDE - JAPON : L'EXERCICE « DHARMA GUARDIAN » ARRIVE A SON TERME

Ce mercredi 15 octobre, prenait fin l'exercice « Dharma Guardian », premier entraînement d'interopérabilité des forces terrestres organisé par l'Inde et le Japon.

Selon un communiqué de presse du ministère de la Défense indien, « les troupes indiennes et nippones se sont entraînées à mener des opérations conjointes de contre-insurrection et de lutte contre le terrorisme en milieu urbain et semi-urbain. »

Des interactions entre les deux armées avaient déjà eu lieu en 2012 lors d'un entraînement naval conjoint et en 2015 à l'occasion d'un exercice trilatéral organisé par la Marine américaine. Le premier ministre Shinzo Abe et le premier ministre Modi ont réaffirmé leur volonté d'approfondir la coopération bilatérale de l'Inde et du Japon en matière de sécurité et de défense. Un projet d'accord d'Acquisition et de Service croisé est en cours: il permettra aux deux nations de bénéficier d'un accès réciproque à leurs installations de logistiques et de réapprovisionnement.

## AUSTRALIE, ÉTATS-UNIS, INDE ET JAPON - REUNION QUADRILATERALE EN MARGE DU SOMMET DE L'ASEAN

Ce jeudi 16 novembre, a eu lieu une rencontre des quatre États en marge du sommet de l'ASEAN qui s'est tenu du 11 au 17 novembre à Singapour.

Ce groupe informel désigné sous l'appellation de « Quad » s'était rassemblé sous ce format pour la première fois en 2004 suite au tsunami dévastateur Boxing Dai. Il avait pour vocation à l'origine de faciliter la coordination de l'aide humanitaire apportée par ces États. Si le « Quad » se réunit aujourd'hui, c'est peut-être afin de constituer un équilibre alternatif à la montée de la puissance chinoise dans la région Indo-Pacifique bien qu'officiellement, « il ne vise personne » et n'ambitionne dans



un premier temps que de financer des projets d'infrastructures, notamment en Birmanie et au Sri Lanka.

## COREE DU NORD - LANCEMENT D'UNE NOUVELLE « ARME TACTIQUE ULTRAMODERNE »

Pyongyang a annoncé le 16 novembre la réussite d'un test d'une « nouvelle arme tactique de haute technologie » depuis l'Académie nationale des sciences et de la défense.

Le service nord-coréen de presse a annoncé à la télévision publique que Kim Jong-un a exprimé une « joie passionnée » à l'égard de cette nouvelle arme, issue d'un programme qui avait été supervisé par son père. Le pays n'a pas fourni plus d'information concernant l'arme en elle-même. Malgré un début de dialogue, les tensions reprennent entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, notamment depuis la reprise des exercices militaires communs entre les sud-coréens et les américains. Le sommet inédit entre Trump et Kim Jung-un du 12 juin dernier avait pourtant mis en avant une volonté de la part des deux parties de dénucléariser la zone.

## AUSTRALIE - DE NOUVELLES MENACES ANNONCEES PAR L'ETAT ISLAMIQUE

Les autorités australiennes ont condamné, ce mercredi 14 novembre, trois hommes pour une tentative d'attaque terroriste.

Deux ans auparavant, ils planifiaient une attaque à la bombe à Melbourne le soir de Noël. De nombreuses communications entre les trois hommes témoignaient d'une allégeance à l'Etat islamique.

L'Australie a subi de nombreuses attaques ces dernières années, à l'image des événements du 09 novembre où la ville de Melbourne a été touchée par une attaque à l'arme blanche. Déjà connu des services de renseignements australiens, cet homme de 30 ans, somalien d'origine, avait exprimé sa volonté de rejoindre la Syrie quelques années plus tôt.



L'Australie a rejoint depuis 2014 la coalition de lutte contre l'Etat islamique aux côtés de la France ou encore des Etats-Unis. Plusieurs organisations affiliées à l'Etat islamique ont annoncé la préparation d'autres attaques contre l'Australie.



# EUROPE

## FRANCE : SUR LE CHARLES-DE-GAULLE, EMMANUEL MACRON SOUHAITE UNE ARMEE EUROPEENNE SANS REMISE EN CAUSE DES LIENS TRANSATLANTIQUES

Mercredi 14 novembre, le Président de la République Emmanuel Macron a accordé une interview télévisée à TF1 à bord du porte-avions Charles-de-Gaulle, au large de Toulon. Face au journaliste Gilles Bouleau, la première partie de l'interview a porté sur la stratégie diplomatique et militaire de la France.

Interrogé sur les tweets critiques de Donald Trump concernant la formation d'une « vraie armée européenne », appelée de ses vœux par Emmanuel Macron le mardi 6 novembre sur Europe 1, le Président français a insisté sur la solidité historique de l'alliance franco-américaine, de la guerre d'indépendance au XVIIIème siècle à la coopération face au terrorisme. Pour mieux rappeler qu'il ne mettait pas les Etats-Unis sur le même plan que la Chine et la Russie. « Qu'il s'agisse de la Syrie ou qu'il s'agisse de l'Afrique, tous les jours nos soldats travaillent ensemble, risquent leur vie ensemble », a insisté le chef de l'Etat, avant d'ajouter qu'« (...) être allié, ce n'est pas être vassal et donc pour ne pas être le vassal, on ne doit pas dépendre d'eux », pour ensuite évoquer les enjeux de souveraineté militaire.

« Dans un monde de plus en plus incertain, avec des puissances qui se remilitarisent, est-ce qu'en tant que président de la République je peux dire à mes concitoyens que je veux mettre entre les mains des Etats-Unis notre souveraineté ? Non », a expliqué M. Macron pour justifier la nécessité de construire « une capacité de défense européenne ». Le Président Macron s'est ainsi félicité d'être soutenu en ce sens par la chancelière allemande Angela Merkel qui a appuyé l'idée d'une future armée européenne, mardi 13 novembre face au Parlement européen de Strasbourg.

Quant au porte-avions Charles-de-Gaulle, Emmanuel Macron a salué un « joyau de notre armée et de notre industrie de défense » qui doit servir jusqu'en 2040, date d'arrivée d'un hypothétique successeur dont la phase d'étude de 18 mois est lancée depuis novembre par le ministère des Armées. « Le choix (de la succession) sera fait en 2020 » en fonction de l'évolution de la « menace », « des technologies » et de « nos partenaires » pour un coup de « 4 à 5 milliards d'euros au moins », a annoncé M. Macron, entouré d'avions de chasse Rafale.



## FRANCE : CREATION D'UNE INDEMNITE SPECIFIQUE DE HAUTE RESPONSABILITE

Le décret n°2018-965 publié au Journal officiel le 8 novembre 2018 crée une indemnité attribuée aux « officiers généraux en fonction du niveau de responsabilité de leur emploi », selon les termes de son article premier.

Le décret précise tout d'abord la composition de cette prime. Premièrement, une part fonctionnelle sera versée mensuellement en « tenant compte des responsabilités exercées dans la conception, la coordination ou la conduite des politiques publiques de défense, des sujétions particulières et du niveau d'encadrement afférents aux emplois occupés ». Puis, une part variable basée sur les « résultats obtenus dans l'exercice de ces fonctions » sera versée annuellement, en une ou deux fractions. Cette dernière ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Selon l'arrêté du 8 novembre pris pour l'application du décret, 63 officiers généraux pourront prétendre à cette indemnité. Ces derniers seront répartis en sept groupes selon la composition suivante :

GROUPES D'EMPLOIS	NOMBRE MAXIMAL D'EMPLOIS
Hors-groupe 1	1
Hors-groupe 2	6
Groupe 1	7
Groupe 2	2
Groupe 3	28
Groupe 4	11
Groupe 5	6

Les montants de l'indemnité seront déterminés par une commission de rémunération. Néanmoins, des montants maximaux sont prévus pour chaque groupe. Concernant la part fonctionnelle, l'article 2 de l'arrêté du 8 novembre prévoit les plafonds suivants :



GROUPES D'EMPLOIS	MONTANTS MAXIMAUX
Groupe 1	50 000 euros
Groupe 2	43 000 euros
Groupe 3	38 000 euros
Groupe 4	35 000 euros
Groupe 5	32 000 euros

De même, l'article 3 fixe les montants maximaux de la part variable de l'indemnité :

GROUPES D'EMPLOIS	MONTANTS MAXIMAUX
Groupe 1	31 500 euros
Groupe 2	23 000 euros
Groupe 3	13 500 euros
Groupe 4	10 000 euros
Groupe 5	7 500 euros

Concernant les emplois classés hors-groupes, les montants de la part variable et de la part fonctionnelle sont déterminés par le comité ministériel de rémunération dans la limite des montants maximaux applicables aux emplois classés au groupe 1 : « augmentés de 15% pour les emplois classés hors-groupe 1 et de 10 % pour les emplois classés hors-groupe 4 », précise l'article 4 de l'arrêté.

La date d'entrée en vigueur de ce décret est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## ROYAUME-UNI : L'EXERCICE AUTONOMOUS WARRIOR TESTE DE NOUVEAUX ROBOTS MILITAIRES

Le camp d'entraînement militaire de Salisbury Plain abrite depuis le lundi 12 novembre l'exercice Autonomous Warrior, lors duquel près de 70 robots



militaires seront testés. Cette ampleur en fait le plus grand exercice de robots militaires de l'histoire britannique. Des systèmes autonomes de reconnaissance y seront notamment mis à l'épreuve.

## ESPAGNE : LE CONSEIL DES MINISTRES APPROUVE L'ACHAT DE 23 HELICOPTERES NH-90 SUPPLEMENTAIRES.

L'Espagne acquerra auprès d'Airbus 23 appareils supplémentaires, moyennant 1,36 milliard d'euros. Les Programmes Spéciaux d'Armement - ainsi dénommés du fait de leur importance - avaient initialement prévu que l'Espagne se doterait de 45 hélicoptères NH-90. Du fait des restrictions budgétaires, la commande avait été ramenée à 22 appareils. Les 23 restants seront donc bien acquis par Madrid - quoique la date de cette acquisition soit plus tardive que ce que prévoyaient au début des années 2000 les Programmes Spéciaux d'Armement.

## ITALIE — LE GOUVERNEMENT ENVISAGE UN RALENTISSEMENT DES LIVRAISONS DE SON PROGRAMME D'ACHAT DE F-35

Le gouvernement italien a l'intention de réduire le rythme des livraisons d'avions de cinquième génération F-35 pour les cinq années à venir. Alors que le précédent gouvernement avait conclu la commande de 90 avions F-35, la ministre de la Défense Elisabetta Trenta avait émis début juillet la volonté de remettre en cause le contrat d'achat afin de dégager des crédits budgétaires. Cependant, les fortes pénalités financières qui résulteraient d'une telle annulation semblent avoir dissuadé le gouvernement italien de rompre le contrat. Rome opte donc pour une réduction du volume des livraisons. Sur les cinq ans à venir, seuls six ou sept avions seront livrés et non dix comme prévu dans le contrat initial. Des discussions auraient d'ores et déjà lieu avec les Etats-Unis pour établir un nouveau calendrier de livraisons.

En choisissant cette option, le gouvernement de Giuseppe Conte, qui cherche à financer ses politiques sociales, trouve un compromis qui lui permet de réallouer des crédits budgétaires vers les chantiers prioritaires de son gouvernement sans pour autant rompre le programme d'achat des F-35.

Rappelons que dans le cadre de ce programme d'achat, l'Italie a déjà reçu 8 F-35A, déployés sur la base d'Amendola, ainsi que 2 F-35A et 1 F-35B, utilisés pour la formation des pilotes italiens aux Etats-Unis.



# PROCHE & MOYEN ORIENT

## TURQUIE : DECLARATION DU PRESIDENT ERDOGAN SUR LE CAMP DE MAHMUR

Lors de son retour des cérémonies du 11 novembre à Paris, le président de la République de Turquie s'est exprimé sur la nécessité de combattre le PKK retranché au Nord de l'Irak, dans le camp de Mahmur.

En effet, les sources journalistiques proches du pouvoir de *Sabah* et *TRTHaber* rapportent les propos du président qualifiant le camp de "nid de terroristes". Toujours selon ces sources, le camp de Mahmur accueillerait une base logistique depuis laquelle seraient envoyés des drones. Des attaques de drone sont en effet survenues dans la province de Şırnak, à la frontière irakienne. La présence de GPS sur les drones abattus serait la preuve d'une nouvelle capacité militaire du PKK.

## BAHREÏN : MANAMA VA ACQUERIR POUR 300 MILLIONS DE DOLLARS D'ARMES AMERICAINES

Le Sénat américain a rejeté par 77 à 21 la résolution de suspension des ventes d'armes au Royaume de Bahreïn proposée par le sénateur Rand Paul. Celui-ci avait présenté la résolution comme une tentative de sanctionner la guerre menée au Yémen par la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite contre les rebelles houthis soutenus par l'Iran. Celle-ci aurait bloqué une vente d'armes imminente d'un montant de 300 millions de dollars pour fournir à Manama 120 systèmes de roquettes guidés à lancement multiple et 110 missiles tactiques.

Ce fut un choix difficile pour la plupart des sénateurs, dont beaucoup étaient préoccupés par les conséquences de la punition d'un allié clé qui héberge la 5ème flotte de la marine américaine, un moyen de dissuasion essentiel contre l'Iran. En annonçant le soutien du Département d'Etat à la vente fin septembre, la Defense Security Cooperation Agency avait déclaré que: « le Bahreïn utilisera ses capacités renforcées pour consolider la défense de son pays et dissuader les menaces régionales». Pour autant, certains observateurs soulignent que l'utilité opérationnelle de cette vente reste floue, les Bahreïniens ayant un rôle minime dans la coalition





arabe. La vente serait surtout un moyen de maintenir les États-Unis engagés dans la région.

## SYRIE : ISRAËL OBTIENT LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS SUR LE STATUT DU GOLAN A L'ONU

Vendredi 16 novembre, les États-Unis ont voté pour la première fois contre une résolution annuelle des Nations Unies appelant à un retrait israélien du plateau du Golan indiquant un changement radical de la politique américaine vis-à-vis du territoire. La résolution non contraignante, qui est votée chaque année par la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies déclare "l'illégalité de la décision" prise par Israël "d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé" en vertu du droit international. Israël a capturé le plateau du Golan à la Syrie lors de la guerre des Six jours de 1967 et a annexé le territoire au début des années 1980. La communauté internationale refuse d'y reconnaître la souveraineté israélienne.

La représentante américaine aux Nations Unies Nikki Haley a déclaré vendredi pour justifier cette position que « les atrocités que le régime syrien continue de commettre prouvent son incapacité à gouverner qui que ce soit ». Israël aurait fait pression sur la Maison Blanche au cours des derniers mois pour qu'il reconnaisse l'annexion, affirmant que la guerre civile sanglante en Syrie était à l'origine des déclarations israéliennes selon lesquelles le plateau est essentiel au maintien de la sécurité. En août, les forces gouvernementales syriennes soutenues par l'Iran et la Russie ont atteint la frontière avec le Golan sous contrôle israélien après avoir capturé le territoire aux rebelles et aux combattants de Daech.

## LIBYE : FORT REGAIN D'ACTIVITE DIPLOMATIQUE RUSSE A LA CONFERENCE DE PALERME

Le 12 novembre, le Premier ministre russe, Dmitry Medvedev, a dirigé la délégation russe en Italie lors de la conférence de Palerme qui a pour but de rapprocher les parties en conflit, de réunir les institutions libyennes et de tracer la voie vers des élections.



Dans le cadre de cette conférence, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhail Bogdanov, a eu des entretiens avec l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salame, et le président du Haut Conseil d'État libyen, Khalid Almishri. Le même jour, Bogdanov, qui est également l'envoyé spécial du président Vladimir Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, s'est entretenu avec le président de la Chambre des représentants libyenne, Aguila Saleh, avec le vice-Premier ministre du gouvernement d'entente nationale Ahmed Miitig et le ministre des Affaires étrangères Mohammed Sayala.

Cette intense activité diplomatique permettrait d'équilibrer les contacts du ministère russe de la Défense avec les factions libyennes. En effet, la Russie suit une politique de double engagement en Libye : d'un côté, les diplomates russes avec le Premier ministre libyen Fayez Sarraj et de l'autre, l'armée avec le Maréchal Hifter. Lors de sa visite le 7 novembre à Moscou, Khalifa Haftar, homme fort des forces armées libyennes, s'était entretenu avec le ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu, et le chef de l'état-major de l'armée russe, Valery Guerassimov. Evgeniy Progozhin, chef présumé du groupe militaire privé Wagner actif en Syrie et au Donbass, a également été aperçu lors des pourparlers, ce qui permet de spéculer sur un éventuel déploiement de mercenaires russes en Libye.



# RUSSIE

## UN ATTENTAT NON REVENDIQUÉ CONTRE UN POSTE DE POLICE À GROZNY

*Grozny - 17 novembre 2018.*

Le 17 novembre à 16h, des policiers de Grozny, capital de la république Tchéchène, ont tenté d'interpeller une femme au comportement inhabituel.

La femme se serait dirigée vers un poste de police munie d'un engin explosif artisanal et se serait fait exploser après que les agents de police aient effectué des tirs de sommation.

Les motifs et l'identité de l'auteur de l'attentat ne sont pas connus à ce jour.

Selon l'agence Interfax, la femme ne serait pas de nationalité tchéchène, et d'après la chaîne de télévision 360, elle aurait été un temps surveillée par la police du Daghestan.

Si l'explosion n'a pas fait d'autres victimes, cet attentat intervient dans une période de tensions croissantes dans la région, en particulier d'un accord délimitant la frontière Tchéchéno-Ingouche.

Cependant, l'hypothèse d'un attentat islamiste plus "classique" est tout aussi envisageable.

Ramzan Kadyrov, chef de la république de Tchéchénie avait à plusieurs reprises affirmé que le terrorisme n'existait plus dans la région, où les enjeux politiques locaux et les conséquences des guerres de Tchéchénie constituaient pourtant un terrain favorable à la fois à l'entrée de divers groupes islamistes dans la fédération de Russie et au recrutement de ressortissants tchéchènes par ces organisations.

En Février 2018, M. Kadyrov avait ainsi dit de la Tchéchénie qu'elle était "l'unique région du monde ayant complètement vaincu le terrorisme".

L'attentat du 17 novembre rappelle également les événements du 20 août 2018, où plusieurs attaques sur les forces de l'ordre ont eu lieu sur le territoire tchéchène : un homme a tenté de se faire exploser près d'un poste de police, un autre d'écraser un agent de police à Grozny, deux mineurs armés de couteaux ont essayé de



pénétrer dans un bâtiment du ministère de l'intérieur. Les attentats du 20 août ont été revendiqués par l'état Islamique.

## RUSSIE- UKRAINE : NOUVELLES SANCTIONS DU TRESOR AMERICAIN A L'ENCONTRE DE MOSCOU.

Dans le cadre du conflit à l'Est de l'Ukraine, et en réponse à des actions de déstabilisation, les États Unis ont érigé de nouvelles mesures de sanctions contre la Fédération de Russie.

En effet, le 8 novembre dernier, le Trésor américain a annoncé des sanctions contre trois personnalités et neuf entités juridiques russes et ukrainiennes, engagées dans de sévères violations des droits humains dans l'est de l'Ukraine, dans les conflits au Dombass et fortement suspectées de servir les intérêts russes dans les régions contrôlées par Moscou.

Les entités juridiques ciblées par the Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor américain sont implantées dans les territoires contrôlés par le Kremlin, et entretiennent des liens étroits avec Vladimir Poutine.

Outre les motifs cités précédemment, ce vingt septième train de sanction fait écho aux élections qui ont lieu dimanche 11 Novembre dans la république autoproclamée du Donetsk.

En Août dernier, le président Alexandre Zakhartchenko avait perdu la vie dans un attentat à la bombe, laissant la république face à un vide politique.

L'Union Européenne juge ce scrutin absolument illégal, violant les accords de Minsk signés en 2015, ainsi que la législation ukrainienne.

De son côté, Vladimir Poutine estime que ces nouvelles sanctions contre la tenue de ces élections pourraient plonger le pays et la république dans un nouvel épisode de violences, face au vide politique succédant au décès d'Alexandre Zakhartchenko et desserviraient le processus de sortie de crise.

Depuis 2014, les mesures restrictives prises par les États Unis et l'Union Européenne se sont accumulées contre Moscou et l'Est de l'Ukraine.

Il s'agit ici de sanctions en partie économiques, dont les pressions exercées sur les



acteurs visent à normaliser les relations entre les parties au conflit, afin d'aboutir à un règlement diplomatique.

## ELECTIONS DANS LES REPUBLIQUES POPULAIRES AUTOPROCLAMEES EN UKRAINE

Des élections se sont tenues le 11 novembre dans la partie pro-russe de l'Ukraine, bien que jugées illégales et illégitimes par Kiev et les Occidentaux. Elles avaient été convoquées suite à la mort du dirigeant de la région séparatiste de Donetsk, Alexandre Zakhartchenko, tué lors de l'explosion d'une bombe le 31 août dernier. Ce scrutin, organisé à Donetsk et à Lougansk sous l'oeil de Moscou, visait à élire un "président" ainsi que des députés pour chacune des deux Républiques. Les États-Unis ont accusé la Russie d'attiser le conflit en sponsorisant des élections "factices" tandis que l'Union Européenne a déploré l'organisation du scrutin allant "à l'encontre de l'esprit et des accords de Minsk conclus en 2015". La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakhavora, a indiqué que ces élections répondaient uniquement à la nécessité de combler le vide de pouvoir dans ces régions. Le scrutin a conforté et légitimé les positions des deux chefs séparatistes par intérim, à savoir Denis Pouchiline à Donetsk (60,9% des votes) et Léonid Pasetchnik à Lougansk (68% des suffrages). M. Pouchiline, 37 ans, était devenu un négociateur politique avec Kiev au plus fort de la crise ukrainienne tandis que M. Pasetchnik, 48 ans, était un responsable régional des services de sécurité ukrainiens. Ces élections confirment l'emprise politique des séparatistes sur la zone et témoignent une nouvelle fois de l'incapacité de Kiev à reprendre le contrôle de la zone.

*Si les accords de Minsk ont permis d'atténuer l'ampleur des affrontements dans l'Est de l'Ukraine, ce territoire reste le théâtre de violences ponctuelles, et le règlement politique du conflit est au point mort.*

## ETATS-UNIS — RUSSIE : LA FRONTIERE POLONO-BIELORUSSIENNE, NOUVEAU THEATRE D'INFLUENCE RUSSO-AMERICAINE.

Au printemps dernier, Varsovie avait déclaré vouloir déployer une division blindée américaine à sa frontière avec le Bélarus. Cette déclaration intervient dans le contexte latent de méfiance entretenu à l'encontre de Moscou. Le projet serait financé par Varsovie, à hauteur d'environ 2 milliards de dollars.

Le 15 Novembre, ce projet, baptisé « Fort Trump » était toujours d'actualité, bien



que les États- Unis ne se soient pas encore prononcés explicitement en faveur de ce projet.

Aliaksandre Lukashenko, président biélorusse pro-Kremlin, avait dans un premier temps fermement rejeté le projet, évoquant une réaction russo-biélorusse, notamment à travers le projet de création d'une base aérienne russe sur son territoire.

Depuis 1991, Moscou ne dispose que de deux bases militaires au Bélarus, pourtant allié historique et culturel, dépendant de l'économie russe et membre de la CEI et de l'OSCE.

Symboliquement, la frontière actuelle correspond à celle ayant prévalu entre la Pologne et l'Union Soviétique.

L'implantation américaine, à travers Varsovie serait perçue comme un affront et témoignerait donc d'une volonté assumée d'avancer ses cartes dans ce que Moscou considère être son étranger proche et un berceau de la civilisation russe.

Une projection de force à cette frontière risquerait de faire plonger l'Europe dans une confrontation militaire en suivant une logique de bloque.

Ainsi, Aliaksandre Lukashenko a finalement déclaré que la présence d'un quelconque pays tiers n'était pas nécessaire pour défendre son territoire, enterrant ainsi le projet de construction d'une base aérienne par Moscou.

En outre, cette déclaration viserait également à dissuader la Pologne et les États Unis de donner corps à ce projet, en se portant garant de l'entente avec Varsovie, et en ne donnant pas voix à la riposte russe.

Ces propos devraient permettre d'apaiser les esprits, bien que cette décision revienne dans les faits à Washington et Varsovie.

## ÎLES KOURILES : LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS PROMET QU'AUCUNE BASE MILITAIRE AMERICAINE NE SERA CONSTRUITE

Le Premier ministre Japonais Shinzo Abe et le Président russe Vladimir Poutine se sont rencontrés ce mercredi 14 décembre à Singapour pour s'entretenir du destin des îles Kouriles, annexées par l'Union soviétique en 1945 et revendiquées depuis



par le Japon.

En effet, ces îles sont actuellement administrées par la Russie mais doivent prochainement être cédées au Japon. En 1956, Khrouchtchev s'était engagé à restituer les deux plus petites îles, Habomai et Shikotan en échange de la ratification d'un traité de paix.

Qualifiant la question des îles Kouriles d'« *anachronique* », Vladimir Poutine s'est engagé lors de sa rencontre avec son homologue Japonais à poursuivre les négociations d'un traité de paix conformément à la Déclaration commune soviéto-japonaise de 1956.

Cependant, les Russes craignent la création de bases militaires américaines sur les deux petites îles Habomai et Shikotan prochainement transférées au Japon. Les Etats-Unis pourraient en effet, conformément à un traité bilatéral de sécurité conclu avec le Japon, construire des bases militaires dans les îles Kouriles.

Selon le média russe *RIA Novosti*, citant le journal japonais *Asahi*, Vladimir Poutine a donc émis comme condition qu'aucune base militaire américaine ne soit construite sur les îles Habomai et Shikotan.

Une solution à la question des îles Kouriles, qui empoisonne les relations russo-japonaises depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, semble donc envisagée puisque les deux dirigeants souhaitent s'accorder sur une exploitation partagée de ces îles.

## ASSASSINAT DE L'AMBASSADEUR RUSSE A ANKARA EN 2016 : FIN D'ENQUETE

Il fallut près de deux ans pour que l'enquête menée après l'assassinat d'Andrei Karlov, ancien ambassadeur de la Fédération de Russie à Ankara, aboutisse, selon une information relayée par le journal russe *Rossiiskaia Gazeta*.

Le 16 décembre 2016, alors qu'il inaugurait une exposition de photographies « *La Russie vue par les Turcs* », le diplomate russe, alors en place depuis trois ans, fut abattu par un policier en civil, qui pointa son arme de service sur sa victime en scandant plusieurs fois « *Allahu Akbar* », et tira avant d'être lui-même tué par la police turque. Le diplomate succomba très rapidement de ses blessures. Le meurtrier eut le temps de crier en turc « *N'oubliez pas Alep* ». En 2016, la Russie était engagée seule



aux côtés des troupes gouvernementales syriennes dans la bataille d'Alep, qui durait depuis 2012. Seulement trois jours avant cet assassinat, le 13 décembre 2016, les défenses rebelles qui tenaient une partie de la ville capitulaient au profit de l'armée gouvernementale.

La communauté internationale entière condamna fermement cet assassinat. Les autorités turques, le désavouant également, en attribuent la responsabilité à l'opposant politique au chef d'Etat turc Recep Tayyip Erdogan; le prédicateur islamiste radical en exil Fethullah Güllen.

L'enquête s'est achevée en Turquie le 16 novembre dernier. Si l'acte d'accusation, transféré au procureur, est approuvé, l'affaire sera certainement envoyée devant les tribunaux turcs.





## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

**Direction éditoriale newsletter** : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric